

(2)
(N° 412.)

Chambre des Représentants.

SÉANCE DU 6 JUILLET 1920.

Projet de loi

**relatif à des opérations de prêts à faire aux invalides
de la guerre.**

EXPOSÉ DES MOTIFS.

MESSIEURS,

La loi assure aux invalides de la guerre une pension. Elle leur a facilité le moyen de retrouver du travail dans les administrations ou chez leurs patrons; elle a créé l'OEuvre Nationale, chargée de s'occuper de leur rééducation, de leur placement, etc.; mais il importe de lui ouvrir un champ d'action très étendu qui est fermé actuellement à cette OEuvre.

Les invalides rééduqués et ne pouvant travailler qu'à domicile ont besoin d'un matériel souvent coûteux à acquérir; d'autres, pour occuper un emploi, doivent fournir un cautionnement; d'autres, désireux d'acquérir leur demeure, ne le peuvent, faute d'avoir la première mise de fonds indispensable pour obtenir un prêt.

Mieux que tout autre, l'OEuvre Nationale est qualifiée pour procurer à l'invalides les ressources nécessaires. Y pourvoir avec les fonds de l'intervention privée serait ne permettre que la réalisation d'une partie minime des demandes; car il faudrait recueillir des dizaines de millions.

L'OEuvre doit donc pouvoir contracter des emprunts et, par contre, s'assurer des garanties de remboursement vis-à-vis des invalides bénéficiaires de ses prêts, ventes, etc.

L'invalides le plus digne d'intérêt n'a souvent d'autre répondant que sa pension. A juste titre, elle a été déclarée incessible et insaisissable, sauf pour dette alimentaire ou droit de l'État, afin d'éviter que l'invalides ne soit réduit à la misère par son imprévoyance ou son inexpérience. Ces inconvénients semblent ne pas devoir être à redouter vis-à-vis de l'OEuvre Nationale et il est de l'intérêt même de l'invalides qu'il soit fait exception à cette

règle dans une certaine mesure afin de lui procurer le crédit que lui ouvrirait l'OEuvre Nationale.

Tels sont les motifs qui ont inspiré le présent projet de loi.

La cession des pensions, indemnités et avantages, serait au maximum d'un tiers, ce qui représente la majoration des avantages faits à l'invalidé de la guerre par rapport aux autres invalides militaires.

Comme en vertu de la loi du 23 novembre 1919, les pensions sont déjà cessibles et saisissables à concurrence de $\frac{5}{15}$ pour dette alimentaire et de $\frac{3}{15}$ pour droits de l'État, il a paru bon de réduire l'ensemble des retenues et celle créée par le projet de loi aux $\frac{10}{15}$.

Éventuellement, le concours pouvant atteindre $\frac{13}{15}$, il fallait déterminer le mode de réduction. Celle-ci se fera proportionnellement au montant respectif de chaque retenue, fixé comme si aucune réduction n'existait.

Supposons une pension de 150 francs par mois. Elle est retenue pour dette alimentaire à concurrence de fr. 50.00

Au profit de l'État à concurrence de 30.00

Ultérieurement elle est cédée à l'OEuvre Nationale *par suite de bail* à concurrence de $\frac{5}{15}$, mais le loyer n'est que de 40 fr. par mois. — 40.00

Total. fr. 120.00

ou $\frac{12}{15}$ de la pension.

Il y a donc lieu à réduction proportionnelle de $\frac{2}{15}$ de 150 francs ou 20 francs.

La retenue de 50 francs sera réduite de $\frac{50 \times 20}{120}$ ou. . . fr. 8.33

La retenue de 40 francs sera réduite de $\frac{40 \times 20}{120}$ ou. . . . 6.67

La retenue de 30 francs sera réduite de $\frac{30 \times 20}{120}$ ou. . . . 5.00

Total. fr. 20.00

Ultérieurement, en suite de vente par l'invalidé des objets loués, la résiliation de la location a lieu. La cession du tiers complet trouve son application et l'OEuvre Nationale voit son droit de retenue porté au maximum soit $\frac{5}{15}$ ou 50 francs.

La réduction proportionnelle au lieu d'être de $\frac{2}{15}$ sera $\frac{3}{15}$ de 150 francs ou 30 francs.

L'usage de la cession doit être facile, sans frais. Les contestations auxquelles elle peut donner lieu seront évidemment rares et fort simples, puisqu'il s'agira uniquement de voir si l'usage de la délégation est légitime.

En confier la décision définitive et sans recours au Juge de Paix n'offre donc pas d'inconvénients.

En vue de permettre à l'OEuvre Nationale d'emprunter à des conditions peu onéreuses, le projet autorise la Caisse d'Épargne à lui faire des avances.

Étant donné qu'il s'agit des invalides de la guerre, et que la loi proposée

doit leur assurer des avantages précieux sans aucune intervention financière directe de l'État, il ne paraît pas excessif d'accorder l'exemption des droits de timbre, de greffe, et d'enregistrement pour tous les actes civils et judiciaires qui seront la conséquence de la présente loi : conventions, procédure en cas de litige relatifs à celles-ci, etc.

Le Ministre de la Défense Nationale,

P. E. JANSON.

(4)

PROJET DE LOI

relatif à des opérations de prêts à
faire aux invalides de la guerre.

Albert,

ROI DES BELGES,

A tous présents et à venir, Salut.

Sur la proposition de Notre Ministre
de la Défense Nationale,

NOUS AVONS ARRÊTÉ ET ARRÊTONS :

Le projet de loi dont la teneur suit
sera présenté, en Notre nom, aux
Chambres législatives.

ARTICLE PREMIER.

L'OEuvre Nationale des Invalides de
la Guerre est autorisée à faire des prêts
hypothécaires et autres aux invalides
militaires ou civils de la guerre.

Elle est également autorisée à acqué-
rir des meubles, notamment des instru-
ments de travail, en vue de les louer
ou de les vendre aux invalides.

ART. 2.

Les conditions auxquelles sont sub-
ordonnées les opérations autorisées par
l'article premier, sont fixées par Arrêté
Royal.

WETSONTWERP

betrekkelijk leeningen toe te staan
aan de oorlogsinvaliden.

Albert,

KONING DER BELGEN,

*Aan allen, tegenwoordigen en toe-
komenden, Heil.*

Op voorstel van Onzen Minister van
Landsverdediging,

**WIJ HEBBEN BESLOTEN EN WIJ BE-
SLUITEN :**

Het wetsontwerp waarvan de in-
houd volgt zal in Onzen naam, bij de
Wetgevende Kamers ingediend worden :

EERSTE ARTIKEL.

Het Nationaal Werk voor de Oor-
logsinvaliden wordt ertoe gemachtigd
hypotheek- en andere leeningen toe te
staan aan de militaire en burgerlijke
oorlogsinvaliden.

Zij mag ook meubelstukken, voor-
namelijk werktgereedschappen aankoo-
pen, om ze aan de invaliden te verhu-
ren of te verkoopen.

ART. 2.

De voorwaarden waartegen de bij
't eerste artikel toegelaten verrichtin-
gen mogen geschieden, zijn vastgesteld
bij koninklijk besluit.

ART. 3.

L'article 63 de la loi du 23 novembre 1919 est modifié ainsi qu'il suit :

Les pensions militaires sont personnelles et viagères ; elles sont incessibles et insaisissables, excepté en cas de débet envers l'État ou dans les circonstances prévues par les articles 203, 205, et 214 du Code civil ou en vue d'assurer l'exécution des obligations résultant des contrats conclus conformément à l'article premier de la présente loi.

Dans les trois cas, les pensions et allocations sont passibles de retenues qui ne peuvent excéder le $\frac{1}{5}$ de leur montant pour cause de débet, le tiers pour aliments et le tiers pour l'exécution des obligations.

En aucun cas, l'ensemble des retenues ne pourra dépasser les $\frac{2}{3}$ des pensions et allocations.

Si cette quotité était dépassée, il y aurait lieu à réduction des retenues en proportion du montant de chacune fixé d'après les quotités ci-dessus.

ART. 4.

L'article 10 de la loi du 10 juin 1919 sur les réparations à accorder aux victimes civiles de la guerre est modifié comme suit : « Les indemnités allouées en vertu de la présente loi ne sont cessibles et saisissables que pour cause d'obligation alimentaire légale ou en vue d'assurer l'exécution des obligations résultant des contrats conclus conformément à l'article premier de la présente loi. Dans ces derniers cas, ces indemnités sont passibles de retenues

ART. 3.

Artikel 63 der wet van 23 November 1919 wordt volgenderwijze gewijzigd :

De militaire pensioenen zijn persoonlijk en levenslang ; zij zijn onafstaanbaar en onaantastbaar, behalve in geval van schuld jegens den Staat of in de omstandigheden voorzien bij artikelen 203, 205 en 214 van het Burgerlijk Wetboek of om de verplichtingen na te komen, waartoe aanleiding geven de overeenkomstig 't eerste artikel van onderhavige wet gesloten overeenkomsten.

In alle drie de gevallen mogen er van de pensioenen en tegemoetkomingen afhoudingen gedaan worden die wegens schuld het vijfde, wegens levensonderhoud het derde en wegens uitvoering der verplichtingen het derde van het bedrag ervan niet mogen overtreffen.

Al de afhoudingen bijeen mogen, in geen geval, de $\frac{2}{3}$ der pensioenen en tegemoetkomingen te boven gaan.

Werd dit gedeelte overtroffen, dan zouden de afhoudingen dienen verminderd naar verhouding van iedere afhouding bepaald volgens de hoogerstaande maten.

ART. 4.

Artikel 10 der wet van 10 Juni 1919 op de aan de burgerlijke slachtoffers toe te kennen vergoedingen wordt volgenderwijze gewijzigd : « De krachtens onderhavige wet verleende vergoedingen zijn alleen afstaanbaar en aantastbaar wegens wettelijk verschuldigd levensonderhoud of om de verplichtingen na te komen waartoe aanleiding gevende overeenkomstig 't eerste artikel van onderhavige wet gesloten overeenkomsten. In deze laatste geval-

qui ne peuvent excéder le tiers.

ART. 5.

Le transport des droits cédés à l'OEuvre Nationale sera valablement notifié par pli recommandé à la poste. Il en sera de même de la notification des sommes qui devraient être effectivement retenues en vertu des cessions.

Toutes les contestations relatives aux contrats conclus conformément à l'article premier sont de la compétence des Juges de paix.

En ce qui concerne les contestations relatives aux transports de créances, ils statueront en dernier ressort à quelque valeur que la demande puisse s'élever.

ART. 6.

La Caisse Générale d'Épargne et de Retraite est autorisée :

A) à faire des prêts à l'OEuvre Nationale des Invalides de la Guerre;

B) à assurer sur la vie aux clauses et conditions qu'elle détermine les invalides qui contractent avec l'OEuvre Nationale.

ART. 7.

Tous actes quelconques civils ou judiciaires faits en vertu de la présente loi sont exempts de la formalité du timbre et éventuellement du droit de greffe. Ils sont enregistrés gratis.

Donné à Laeken, le 2 juillet 1920.

ALBERT.

Par le Roi :

Le Ministre de la Défense Nationale,

P.-E. JANSON.

len, mag er ten hoogste een derde van deze vergoedingen afgehouden worden.

ART. 5.

De overdracht der aan het Nationaal Werk afgestane rechten dient op wettige wijze bij ter post aangeteekenden brief ter kennis gebracht. Hetzelfde geldt voor de kennisgeving der sommen die wezenlijk zouden dienen afgehouden krachtens de overdrachten.

Al de geschillen aangaande de overeenkomstig het eerste artikel gesloten overeenkomsten vallen binnen de bevoegdheid des vrederechters.

Voor wat de geschillen betreft inzake overdrachten van schuldvorderingen, zij beslissen in laatste aanleg hoe hoog ook de vraag moge reiken.

ART. 6.

De Algemeene Spaar- en Lijfrentkas is er toe gemachtigd :

A) leeningen toe te staan aan het Nationaal Werk voor de oorlogs-invaliden.

B) de invaliden die eene verbintenis met het Nationaal Werk aangaan op 't leven te verzekeren tegen de bepalingen en voorwaarden welke het Werk vaststelt.

ART. 7.

Alle onverschillig welke burgerlijke of gerechtelijke akten opgemaakt krachtens onderhavige wet zijn vrij van den zegelpleegvorm en, desgevallend, van het griffierecht. Zij worden zonder kosten geregistreerd.

Gegeven te Laeken, den 2^a Juli 1920.

Van 's Konings wege,

De Minister van Landsverdediging,

10

Kamer der Volksvertegenwoordigers.

ZITTING VAN 6 JULI 1920.

Wetsontwerp

betrekkelijk leeningen toe te staan aan de oorlogsinvaliden.

MEMORIE VAN TOELICHTING.

MIJNE HEEREN,

De wet verzekert een pensioen aan de oorlogsinvaliden. Zij heeft hun het middel vergemakkelijkt om terug aan 't werk te geraken in de Besturen of bij hunne bazen ; zij heeft het Nationaal Werk tot stand gebracht, hetwelk gelast is te zorgen voor hunne heropleiding, ze ergens te plaatsen, enz. ; doch het is van belang haren werkkring die nu voor dit Werk gesloten is, zeer ver uit te breiden.

De invaliden die een nieuwe opleiding hebben ontvangen en die niet buiten huis kunnen werken hebben gerief noodig dat dikwijls veel kost, anderen moeten een borg storten om eene plaats te bekleeden, anderen, die hun eigen huis zouden willen koopen, kunnen niet bij gebrek aan het eerste kapitaal om eene leening te bekomen.

Het Nationaal Werk is beter dan wie ook, de rechte inrichting om den invaliden de noodige middelen te bezorgen. Door daarin te voorzien met geld uit de private tusschenkomst ware het maar mogelijk een onbeduidend getal aanvragen in te willigen, want er zouden tientallen miljoenen moeten bijeengekregen worden.

Het werk moet dus leeningen kunnen aangaan en zich, daarentegen, terugbetalingswaarborgen verzekeren opzichts de invaliden aan wie het leeningen, verkoopen, enz. ... toestaat.

Dikwijls heeft de meest belangwaardige invaliden maar alleen zijn pensioen als borg. Met recht en reden werd het onafstaanbaar en onaantastbaar verklaard, behalve wegens levensonderhoud of recht van Staatswege om te vermijden dat de invaliden, bij gebrek aan vooruitzicht of ondervinding tot armoede zou vervallen. Deze ongelegenheden schijnen niet te vreezen te zijn vanwege het Nationaal Werk en, in 't belang zelf van den invaliden, dient er in zekere mate aan dezen regel uitzondering gemaakt om hem het crediet te bezorgen dat het Nationaal Werk hem zou openen.

Dit zijn de beweegredenen die onderhavig wetsontwerp hebben ingegeven.

De overdracht der pensioenen, vergoedingen en voordeelen zou niet hooger reiken dan een derde, bedrag van de verhooging der voordeelen toegestaan aan den oorlogsinvalied ten opzichte van de andere militaire invaliden.

Daar de pensioenen krachtens de wet van 23 November 1919 reeds afstaanbaar en aantastbaar zijn tot 5/15 wegens levensonderhoud en tot 5/15 om rechten vanwege den Staat, heeft het gepast toegeschenen het volle bedrag der afhoudingen en deze door het wetsontwerp ingevoerd tot 10/15 te verminderen.

Aangezien al de afhoudingen bijeen tot 15/15 konden stijgen, moest de verminderingwijze, desgevallend, vastgesteld worden. Deze dient te geschieden naar evenredigheid van het onderscheidenlijk bedrag van iedere afhouding bepaald alsof er geene vermindering bestond.

Bij voorbeeld : een maandelijksch pensioen van 150 frank. Hiervan wordt afgehouden :

Wegens levensonderhoud :	50 frank
Ten voordeele van den Staat :	50 —
Later wordt het overgebracht op het Nationaal Werk, <i>ten gevolge eener verhuuring</i> , tot 5/15, doch de huur-	
prijs bedraagt maar 40 frank per maand :	40 —
Totaal :	120 frank

of 12/15 van 't pensioen.

Hier dient dus eene vermindering in te vallen van 2/15 van 150 frank of 20 frank.

De afhouding van 50 frank wordt verlaagd met $50 \times 20/120$ of 8.33 frank.

—	40	—	—	$40 \times 20/120$ of 6.67	—
—	30	—	—	$30 \times 20/120$ of 5.00	—

Totaal : 20.00 frank

Later wordt de verhuuring verbroken ten gevolge van verkoop der gehuurde voorwerpen door den invalied. De overdracht van het volle derde wordt toegepast en het Nationaal Werk ziet zijn afhoudingsrecht verhoogen tot het maximum, dus 5/15 of 50 frank.

De evenredige vermindering in plaats van 2/15 te bedragen, wordt 3/15 van 150 frank of 30 frank.

De overdracht moet gemakkelijk en zonder onkosten kunnen geschieden. De geschillen waartoe zij kan aanleiding geven, zullen natuurlijk zelden en niet ingewikkeld zijn, vermits het er alleen zal om gaan te weten of de overdracht wettelijk mag geschieden.

Er staat dus niets in den weg om de eindbeslissing zonder beroep toe te vertrouwen aan den Vrederechter.

Om het Nationaal Werk in staat te stellen geld kunnen af te leenen tegen

weinig bezwarende voorwaarden, houdt het ontwerp voor de Spaarkas machtiging om aan het Werk voorschotten toe te staan.

In aanmerking genomen dat het hier gaat om de oorlogsinvaliden, en dat de ingediende wet hun gewichtige voordeelen moet verschaffen zonder eenige rechtstreeksche geldelijke tusschenkomst van Staatswege, lijkt het niet overdreven al de burgerlijke en gerechtelijke akten die zullen volgen uit onderhavige wet, overeenkomsten, rechtspleging in geval van geschil aangaande deze laatste, enz. vrij te stellen van zegel-, griffie- en registratierechten.

De Minister van Landsverdediging,

P.-E. JANSON.

91

PROJET DE LOI

relatif à des opérations de prêts à
faire aux invalides de la guerre.

Albert,

ROI DES BELGES,

A tous présents et à venir, Salut.

Sur la proposition de Notre Ministre
de la Défense Nationale,

NOUS AVONS ARRÊTÉ ET ARRÊTONS :

Le projet de loi dont la teneur suit
sera présenté, en Notre nom, aux
Chambres législatives.

ARTICLE PREMIER.

L'OEuvre Nationale des Invalides de
la Guerre est autorisée à faire des prêts
hypothécaires et autres aux invalides
militaires ou civils de la guerre.

Elle est également autorisée à acqué-
rir des meubles, notamment des instru-
ments de travail, en vue de les louer
ou de les vendre aux invalides.

ART. 2.

Les conditions auxquelles sont sub-
ordonnées les opérations autorisées par
l'article premier, sont fixées par Arrêté
Royal.

WETSONTWERP

betrekkelijk leeningen toe te staan
aan de oorlogsinvaliden.

Albert,

KONING DER BELGEN,

*Aan allen, tegenwoordigen en toe-
komenden, Heil.*

Op voorstel van Onzen Minister van
Landsverdediging,

**WIJ HEBBEN BESLOTEN EN WIJ BE-
SLUITEN :**

Het wetsontwerp waarvan de in-
houd volgt zal in Onzen naam, bij de
Wetgevende Kamers ingediend worden :

EERSTE ARTIKEL.

Het Nationaal Werk voor de Oor-
logsinvaliden wordt ertoe gemachtigd
hypotheek- en andere leeningen toe te
staan aan de militaire en burgerlijke
oorlogsinvaliden.

Zij mag ook meubelstukken, voor-
namelijk werkgereedschappen aankoo-
pen, om ze aan de invaliden te verhu-
ren of te verkoopen.

ART. 2.

De voorwaarden waartegen de bij
't eerste artikel toegelaten verrichtin-
gen mogen geschieden, zijn vastgesteld
bij koninklijk besluit.

ART. 3.

L'article 63 de la loi du 23 novembre 1919 est modifié ainsi qu'il suit :

Les pensions militaires sont personnelles et viagères ; elles sont incessibles et insaisissables, excepté en cas de débet envers l'État ou dans les circonstances prévues par les articles 203, 205, et 214 du Code civil ou en vue d'assurer l'exécution des obligations résultant des contrats conclus conformément à l'article premier de la présente loi.

Dans les trois cas, les pensions et allocations sont passibles de retenues qui ne peuvent excéder le $\frac{1}{5}$ de leur montant pour cause de débet, le tiers pour aliments et le tiers pour l'exécution des obligations.

En aucun cas, l'ensemble des retenues ne pourra dépasser les $\frac{2}{3}$ des pensions et allocations.

Si cette quotité était dépassée, il y aurait lieu à réduction des retenues en proportion du montant de chacune fixé d'après les quotités ci-dessus.

ART. 4.

L'article 10 de la loi du 10 juin 1919 sur les réparations à accorder aux victimes civiles de la guerre est modifié comme suit : « Les indemnités allouées en vertu de la présente loi ne sont cessibles et saisissables que pour cause d'obligation alimentaire légale ou en vue d'assurer l'exécution des obligations résultant des contrats conclus conformément à l'article premier de la présente loi. Dans ces derniers cas, ces indemnités sont passibles de retenues

ART. 3.

Artikel 63 der wet van 23 November 1919 wordt volgenderwijze gewijzigd :

De militaire pensioenen zijn persoonlijk en levenslang; zij zijn onafstaanbaar en onaantastbaar, behalve in geval van schuld jegens den Staat of in de omstandigheden voorzien bij artikelen 203, 205 en 214 van het Burgerlijk Wetboek of om de verplichtingen na te komen, waartoe aanleiding geven de overeenkomstig 't eerste artikel van onderhavige wet gesloten overeenkomsten.

In alle drie de gevallen mogen er van de pensioenen en tegemoetkomingen afhoudingen gedaan worden die wegens schuld het vijfde, wegens levensonderhoud het derde en wegens nitvoering der verplichtingen het derde van het bedrag ervan niet mogen overtreffen.

Al de afhoudingen bijeen mogen, in geen geval, de $\frac{2}{3}$ der pensioenen en tegemoetkomingen te boven gaan.

Werd dit gedeelte overtroffen, dan zouden de afhoudingen dienen verminderd naar verhouding van iedere afhouding bepaald volgens de hoogerstaande maten.

ART. 4.

Artikel 10 der wet van 10 Juni 1919 op de aan de burgerlijke slachtoffers toe te kennen vergoedingen wordt volgenderwijze gewijzigd : « De krachtens onderhavige wet verleende vergoedingen zijn alleen afstaanbaar en aantastbaar wegens wettelijk verschuldigd levensonderhoud of om de verplichtingen na te komen waartoe aanleiding gevende overeenkomstig 'teerste artikel van onderhavige wet gesloten overeenkomsten. In deze laatste geval-

qui ne peuvent excéder le tiers.

ART. 5.

Le transport des droits cédés à l'Oeuvre Nationale sera valablement notifié par pli recommandé à la poste. Il en sera de même de la notification des sommes qui devraient être effectivement retenues en vertu des cessions.

Toutes les contestations relatives aux contrats conclus conformément à l'article premier sont de la compétence des Juges de paix.

En ce qui concerne les contestations relatives aux transports de créances, ils statueront en dernier ressort à quelque valeur que la demande puisse s'élever.

ART. 6.

La Caisse Générale d'Épargne et de Retraite est autorisée :

A) à faire des prêts à l'Oeuvre Nationale des Invalides de la Guerre ;

B) à assurer sur la vie aux clauses et conditions qu'elle détermine les invalides qui contractent avec l'Oeuvre Nationale.

ART. 7.

Tous actes quelconques civils ou judiciaires faits en vertu de la présente loi sont exempts de la formalité du timbre et éventuellement du droit de greffe. Ils sont enregistrés gratis.

Donné à Laeken, le 2 juillet 1920.

len, mag er ten hoogste een derde van deze vergoedingen afgehouden worden.

ART. 5.

De overdracht der aan het Nationaal Werk afgestane rechten dient op wet-tige wijze bij ter post aangeteekenden brief ter kennis gebracht. Hetzelfde geldt voor de kennisgeving der sommen die wezenlijk zouden dienen afgehouden krachtens de overdrachten.

Al de geschillen aangaande de overeenkomstig het eerste artikel gesloten overeenkomsten vallen binnen de bevoegdheid des vrederechters.

Voor wat de geschillen betreft inzake overdrachten van schuldvorderingen, zij beslissen in laatste aanleg hoe hoog ook de vraag moge reiken.

ART. 6.

De Algemeene Spaar- en Lijfrentkas is er toe gemachtigd :

A) leeningen toe te staan aan het Nationaal Werk voor de oorlogs-invaliden.

B) de invaliden die eene verbintenis met het Nationaal Werk aangaan op 't leven te verzekeren tegen de bepalingen en voorwaarden welke het Werk vaststelt.

ART. 7.

Alle onverschillig welke burgerlijke of gerechtelijke akten opgemaakt krachtens onderhavige wet-zijn vrij van den zegelpleegvorm en, desgevallend, van het griffierecht. Zij worden zonder kosten geregistreerd.

Gegeven te Laeken, den 2ⁿ Juli 1920.

ALBERT.

Par le Roi :

Le Ministre de la Défense Nationale,

Van 's Konings wege,

De Minister van Landsverdediging,

P.-E. JANSON.